

Le Kurdistan est le Kosovo de la Turquie que la Russie pourrait reconnaître

écrit par Hildegard von Hessen am Rhein | 28 mars 2016



Chaque jour est une découverte et c'est ce qui fait de nous des individus civilisés au meilleur sens occidental du terme. C'est dans cet esprit que je découvre ce titre dans Russia Insider, un site de réinformation, créé par des américains expatriés en Russie et qui m'interpelle : « *Le Kurdistan est le Kosovo de la Turquie que la Russie pourrait reconnaître.* » Plus que pour toute autre analyse, signée par Vladislav Sotirovic, je m'y attarde avec attention.

L'auteur est professeur à l'Institut de Sciences Politiques de l'Université Mycolas Romeris à Vilnius en Lituanie. Voici son analyse, d'une telle logique, à laquelle j'adhère volontiers et que je vous traduis. Un peu d'histoire ne nuit jamais à la compréhension géopolitique. J'ajoute que *Russia Insider* accueille les plus grandes signatures anglo-saxonnes avec une importante diversité d'opinions, ce qui le rend si intéressant et crédible à mes yeux.

Cette analyse démontre par une logique imperturbable que la Russie pourrait déployer son influence de manière considérable. Cependant, avec un Erdogan, qui ressemble de

plus en plus à un gangster institutionnalisé par l'UE qui se soumet à tous ces caprices, l'intervention de la Russie semble, non seulement une bonne idée, mais indispensable.

On voit bien aujourd'hui que l'action de la Russie en Syrie est positive, puisque l'armée régulière de Bachar, grâce à la Russie, commence à reprendre le contrôle de Palmyre. Sans oublier que ce sont les Kurdes qui combattent les barbares de l'Etat Islamique, il me semble que c'est facilement oublié. ***Et je mets en illustration une photo que j'ai prise moi-même après les attentats du Bataclan, alors que je passais et regardais d'ou venaient les hommages aux victimes et que personne n'a vu, ni publiée. Une gerbe de la part de Abdullah Öcalan !***

J'en terminerai avec ma rengaine devenue récurrente, mon espoir de voir Trump Président des Etats Unis, ce Trump qui fustige l'OTAN et ses décisions contre-productives. Ce Trump, qui veut s'entendre avec le Président Poutine.

Je crois bien, pour abonder dans le sens du signataire ce cette excellente analyse, que, peut-être c'est à cette faveur qu'un Kurdistan pourra enfin voir le jour et que le glas aura sonné pour le dictateur Erdogan, afin que la Turquie retrouve sa laïcité, comme le voulait Mustapha Kemal Atatürk. Tous les espoirs sont permis dans ce monde devenu chaotique et meurtrier à cause des neocons de Washington. Alors, vivement novembre ... et croisons les doigts.

Hildegard von Hessen am Rhein

Le Kurdistan est le Kosovo de la Turquie que la Russie pourrait reconnaître

« Une voiture suicide explose dans le centre d'Ankara, le 13 mars au soir, qui causa des centaines de victimes. Les autorités turques se sont précipitées pour annoncer que le candidat au suicide (je répugne à dire kamikaze qui a une toute autre

signification que les actes des soldats d'Allah) était en fait une femme kurde du parti des Travailleurs Kurdes. Après cette attaque terroriste d'Ankara a suivi une autre à Istanbul, le 19 mars. Ces actes terroristes ouvrent inévitablement, à nouveau, « la question kurde », liée directement au terrorisme comme arme politique destinée à réaliser des buts nationaux.

C'est là, que la Russie pourrait jouer un double rôle pour résoudre « la question kurde » au Moyen Orient en agissant comme suit :

1/ Soutenir ouvertement les droits des Kurdes pour leur auto-détermination, inclus le droit à une indépendance nationale, sur le modèle US au Kosovo.

2/ Soutenir le combat pour la liberté des Kurdes au sein de la Turquie, comme revanche au soutien que la Turquie a exercé des séparatistes, rebelles tchéchènes dans les années 90 sur le territoire russe et pour avoir descendu un avion militaire russe en 2015.

Les Kurdes sont discriminés et opprimés en Turquie, par comparaison à d'autres états, où ils résident. Ils ne sont pas reconnus en Turquie comme une minorité ethnolinguistique avec leur propre langue et culture, alors qu'ils composent un cinquième de la population turque, qu'ils représentent avec les Grecs et les Arméniens les populations les plus anciennes du pays, qui ont vécu en Anatolie pour pratiquement 3000 ans, bien avant que les premiers (Seldjoukides), Turcs, qui ne sont arrivés qu'au 11^{ème} siècle.

Il y a trois raisons fondamentales au mouvement séparatiste kurde en Turquie :

1/ La politique gouvernementale qui mène au sous-développement économique de la partie est kurde de la Turquie, par rapport au reste du pays.

2/ Le refus entêté des gouvernements turcs de reconnaître l'existence séparée des Kurdes comme groupe ethnique séparée, issue de la politique d'assimilation ottomane-turque.

3/ Le refus turc d'accorder le statut de minorité aux Kurdes, comme cela fut déterminé dans le traité de paix de Sèvres en 1920.

C'est l'oppression et la discrimination de la politique anti-kurde d'Ankara qui ont mené, en 1978, à la création du Parti des Travailleurs Kurdes, le PKK, destiné à

lutter pour les droits de la minorité kurde, en utilisant la lutte armée comme moyen, afin d'accomplir ses buts légitimes politiques à la création d'une nation. Ankara a déclaré le PKK comme « une organisation terroriste qui combat afin de détruire le système légal et institutionnel du pays. »

Si cela est vrai, d'un pur point de vue technique, la même chose fut vraie pour l'Armée de Libération du Kosovo, l'UCK, qui agissait de la même manière contre le système légal de sécurité, en 1990, avec le soutien d'Ankara.

C'est sans aucune contestation, que le PKK a commis un grand nombre d'actions terroristes à travers la Turquie et, selon les sources gouvernementales officielles, environ 6000 personnes furent tuées durant la première décennie de son existence. Les fruits limités engrangés par la tactique du PKK, contraint finalement Ankara à reconnaître, au moins, formellement, la culture kurde, sinon sa particularité ethnique et linguistique.

Cependant, la question majeure est : comment est-ce possible d'avoir une culture séparée, sans une langue particulière et même son aspect ethnique ? Une approche largement répandue sépare les caractéristiques ethnolinguistiques, créant une identité culturelle séparée dans laquelle les deux sont pourtant synonymes. Ce qui ne fonctionne pas avec les Kurdes et un grand nombre d'autres minorités ethnolinguistiques non reconnues.

Les exigences du PKK, d'une autonomie territoriale et politique, ou l'indépendance du Kurdistan est inacceptable pour Ankara. Et, depuis le milieu des années 80 la Turquie est confrontée à son propre « syndrome du Kosovo ».

C'est la réplique à la guerre brutale, menée par le PKK, par un traitement tout aussi brutal envers les civils kurdes dans les zones de guerre dans l'est de la Turquie. Des centaines d'activistes du PKK furent arrêtés et torturés chaque année par les forces de sécurité turques, qui arrêtèrent le leader du PKK, Abdullah Öcalan en 1999, l'année de l'intervention militaire de l'OTAN contre la République Fédérale de Yougoslavie, sous le prétexte de prévenir le terrorisme au Kosovo contre les civils albanais.

Öcalan, familièrement appelé « Apo », fut, suite à un simulacre de procès, condamné à mort. La sentence fut plus tard commuée en emprisonnement à vie, pendant que les brutalités contre les kurdes continuaient.

En 2002, grâce aux pressions de la Commission Européenne, qui ont partiellement amoindri les actions anti Kurdes, lorsque la Turquie présentait sa candidature en tant que membre de l'UE, ce qui les contraignit à adopter de nouvelles lois accordant aux kurdes le maintien de leur propre culture et être protégés contre des incarcérations arbitraires et autres harcèlements politiques.

Afin de devenir un membre de l'UE, tous les citoyens doivent avoir le droit à leur expression culturelle, même les minorités en Turquie, dont les kurdes longtemps opprimés par les gouvernements turcs successifs. L'aspiration des Kurdes à d'établir un Kurdistan comme un état indépendant est réprimé par tous les pays, dans lesquels ils résident actuellement. Ce conflit séparatiste de longue durée en Turquie a coûté des milliers de vies et a imposé un « terrorisme étatique » contre ses propres citoyens en Anatolie, incluse la loi martiale de 1980. Une situation similaire existait en Irak, sous Saddam Hussein. Cependant, il existait et existe toujours en Turquie une confrontation à deux niveaux du terrorisme : le terrorisme d'état contre l'autre. Les deux côtés perpétuent des crimes de guerre, des exécutions, tortures et destructions de propriétés, mais les réactions de l'occident et en particulier des Etats Unis, sont d'accuser exclusivement le côté kurde et le PKK de terrorisme, en épargnant le gouvernement turc.

En comparaison, durant la crise du Kosovo, de 1998-1999, l'occident et les US estimaient que c'était les Serbes qui étaient responsables des actes terroristes, non l'UCK, qui était pourtant une organisation terroriste sur le plus pur modèle du PKK, de l'IRA, de l'ETA ou du Hezbollah. Ankara n'a jamais considéré l'UCK comme un groupe terroriste, ce qui a ouvert la porte à la légitimation du PKK comme combattants de la liberté d'un parti politique révolutionnaire. Ankara a créé un précédent sérieux, en reconnaissant l'indépendance du Kosovo en 2008, un Etat qui est gouverné par l'ancien commandant de l'UCK, ami des Américains et criminel de guerre notoire, grand copain de Kouschner ... (ceci est mon annotation personnelle)

Il n'y a donc aucune raison de ne pas reconnaître l'indépendance du Kurdistan qui serait gouverné par le PKK, avec comme Président Abdullah Öcalan, comme Hashim Tachi, ancien chef de l'UCK en 1990, trafiquant d'organes humains, de drogues et d'armes (mon annotation personnelle) devenu Président de la République du Kosovo en 2016.

Une politique de terrorisme d'Etat a émergé, lorsque Saddam Hussein oppressait les Kurdes de souche, lors de l'opération Anfal exécutée en 1982. C'était durant la

guerre Irak-Iran, de 1980 à 1988, lorsque 8000 kurdes furent arrêtés et exécutés.

L'action la plus dévastatrice contre les Kurdes irakiens fut menée en 1988, lorsque l'armée de Saddam détruisit plus de 2000 villages kurdes par l'utilisation d'armes chimiques, sans aucune sanction US, puisque Saddam était alors l'allié de Washington, contre la République Islamique d'Iran chiite, ceci, sans aucun état d'âme sur ce génocide organisé des kurdes, estimé à 200.000 morts.

La politique de la Turquie sur la « question du Kosovo » lui revient comme un boomerang dans la figure et sera probablement résolue sur le modèle du Kosovo, où la Russie est attendue pour jouer un rôle fondamental afin de rendre la pareille à la stratégie de l'OTAN et à la stratégie de la Turquie avec le Kosovo. »

Traduction : Hildegard von Hessen am Rhein

<http://russia-insider.com/en/politics/kurdistan-turkeys-kosovo-why-not-recognize-it/ri13567>

<http://hildegardvonhessenamrhein.over-blog.com/2016/03/le-kurdistan-est-le-kosovo-de-la-turquie-que-la-russie-pourrait-reconnaitre.html>